



Pays de la Loire

Le revenu des exploitations agricoles des Pays de la Loire poursuit sa hausse en 2012

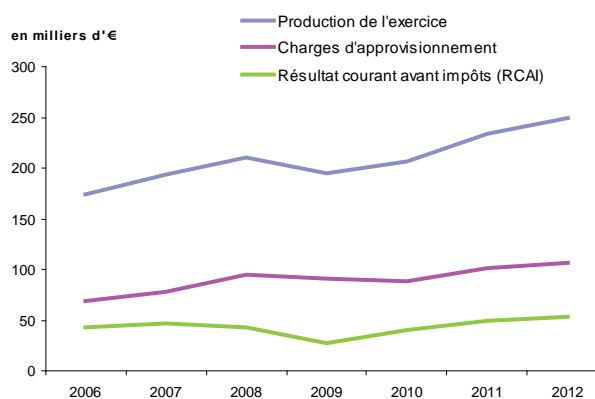
En 2012, le revenu courant avant impôts (RCAI) moyen par unité de travail annuel non salariée (Utans) des exploitations agricoles professionnelles des Pays de la Loire progresse de 6,4 % (en euros constants) pour atteindre 32 000 €. Au cours de l'année, la majorité des prix des produits agricoles s'inscrivent en hausse. Les plus fortes augmentations concernent les œufs (40 %), les fruits (28 %), les céréales et les oléo-protéagineux (17 %), la viticulture (13 %). Cependant, hausse des prix ne rime pas systématiquement avec augmentation des revenus. Les cultures permanentes subissent un effondrement des rendements en raison des conditions climatiques très défavorables. Le revenu des viticulteurs devient négatif. La hausse du coût de l'aliment érode les marges des éleveurs. Parmi eux, ceux qui ne bénéficient pas d'augmentation de prix à la production voient leur revenu baisser. C'est en particulier le cas des éleveurs laitiers (- 8 %). Le revenu des éleveurs de bovins viande ne progresse que de 1 % en 2012 malgré l'embellie des prix. Ceci résulte du fait qu'en 2011, les éleveurs ont perçu les aides sécheresse 2011 plus celles relatives à la sécheresse 2010. Les exploitants qui tirent partie de la hausse des prix sont les céréaliers, les éleveurs de porcs et ceux de volailles dont les revenus augmentent respectivement de 39 %, de 49 % et de 33 %.

Le secteur agricole tire profit du dynamisme des marchés des denrées alimentaires dans un contexte de récession. La situation reste néanmoins fragile.

Le revenu triennal par Utans, c'est à dire moyenné sur les trois dernières années, s'accroît de 22% par rapport à 2011 pour atteindre 29 000 €. Il se place 30 % au-dessus de la moyenne des revenus triennaux de la décennie. Au plan national, le constat est identique avec 35 000 € et un écart de 33 %. Le secteur agricole bénéficie globalement d'un nouvel essor depuis la crise initiée en 2008. Son redressement rapide s'appuie d'une part sur la demande soutenue de produits agroalimentaires à l'exportation, notamment vers les pays tiers, et d'autre part sur la préservation du niveau de consommation des ménages sur le marché intérieur. En effet, entre 2009 et 2011, l'excédent agroalimentaire français fait plus que doubler, passant de 5 à 11,6 milliards d'euros. En 2012, cet excédent se stabilise, la hausse des prix compensant la baisse des volumes exportés. Les produits laitiers constituent l'un des rares secteurs à profiter simultanément des hausses de prix et de volumes. Sur le marché intérieur, alors que le pouvoir d'achat des ménages recule en 2012, la consommation alimentaire continue de progresser (0,9 % selon Kantar worldpanel), l'arbitrage de consommation se faisant au détriment des autres domaines (habillement, loisirs...). En ce qui concerne les consommations intermédiaires, celles-ci suivent une tra-

2012 prolonge la tendance des deux dernières années

Valeur moyenne par exploitation (moyennes et grandes) en Pays de la Loire en milliers d'euros



Source : Agreste - Indicateurs régionaux de revenu de l'agriculture

Les prix des aliments flambent à nouveau au deuxième semestre 2012

Indices IPAMPA base 100 en 2005 (moyenne annuelle)



Source : IPAMPA

jectoire également à la hausse. L'augmentation moyenne de l'indice des prix des moyens de production agricole (IPAMPA) s'élève à 4,2 % entre 2009 et 2012, marquant un ralentissement en 2012 (3,3 % en 2012 contre 9,3% en 2011). Tandis que l'évolution du PIB français est nulle sur l'année 2012, l'agriculture se démarque

par sa vitalité. Cependant, la baisse des volumes exportés, la dépendance à l'égard des pays émergents aux économies encore incertaines et la volatilité des prix des consommations intermédiaires, incitent à considérer les performances du secteur agricole avec prudence. Par ailleurs, la rentabilité moyenne des exploitations des

Pays de la Loire s'établit à 37 % (EBE/chiffre d'affaires). Inchangée au cours des trois dernières années, elle plafonne à un niveau inférieur à celui d'avant la crise (40 % en moyenne entre 2000 et 2006) et présente une grande variabilité d'une Otex à l'autre.

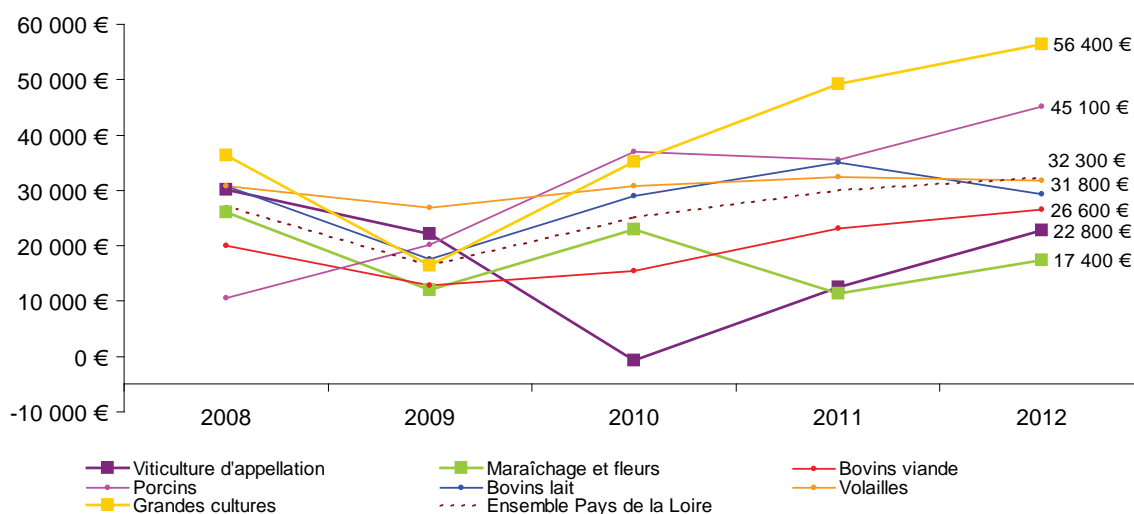
Le revenu des exploitations grandes cultures signe une forte hausse pour la troisième année consécutive

Les conditions très pluvieuses du deuxième trimestre, allant jusqu'à perturber les récoltes, n'empêchent pas, en général, d'obtenir de très bons rendements. Les tensions sur les marchés mondiaux des céréales, en raison des difficultés d'ajustement entre l'offre et de la demande

estimées, font grimper une nouvelle fois les prix. Le prix de la tonne de blé rendu Rouen atteint 256 € en juillet, contre 200 € l'année précédente. Le chiffre d'affaires des exploitations céréalières des Pays de la Loire augmente de 19 %. L'excédent brut d'exploitation (EBE) traduit une réelle

efficacité de ces systèmes. Il progresse en 2012 pour représenter 63 % du chiffre d'affaires. Le RCAI par Utans, atteint 68 600 €. Il dépasse celui de 2007, correspondant à la première flambée des cours et jusqu'alors inégalé (55 100 €). Le revenu triennal s'établit à 51 000 €

Le revenu moyen des exploitations des Pays de la Loire progresse en 2012



Source : Agreste - Indicateurs régionaux de revenu de l'agriculture

Le revenu des éleveurs laitiers baisse

Les éleveurs sont confrontés à une baisse du prix du lait de 4 %. Grâce au maintien du niveau des livraisons et aux bonnes valorisations des cultures céréalières et des vaches de réforme, ils dégagent un chiffre d'affaires légèrement en hausse. Dans le

même temps, l'aliment acheté pour les vaches laitières se renchérit de 9 %. Les aides reculent de 6 %, conséquence du bénéfice des aides calamités perçues l'année précédente. Ces difficultés se soldent par une légère baisse de la rentabilité des éle-

vages laitiers, qui reste néanmoins élevée. L'excédent brut d'exploitation (EBE) sur le chiffre d'affaires s'établit à 47 %, soit 3 points de moins qu'en 2011. Le RCAI par Utans baisse de 8 % pour atteindre 32 000 €. Il rejoint le revenu triennal.

Les prix des légumes remontent mais les volumes restent limités

Les producteurs de légumes tirent partie de la remontée des prix après les crises de la campagne 2011. La demande de légumes est effectivement soutenue en raison de la persistance du temps pluvieux. En revanche, les volumes commercialisés

ne sont pas toujours au rendez-vous. Le secteur du melon connaît une nouvelle fois une campagne désastreuse tant dans sa phase de production que dans celle de sa commercialisation. Le chiffre d'affaires des exploitations maraîchères et horticoles

ne progresse que de 5,4 %. Le RCAI par Utans se hisse à 15 700 € contre 11 300 € l'an passé. Le revenu triennal s'établit quant à lui à 16 700 €, soit 40 % en dessous de la moyenne des dix dernières années.

La viticulture enchaîne les déconvenues

Alors que les vins de la région retrouvent des valorisations satisfaisantes, la récolte de l'année est catastrophique. Les vignes ont souffert des conditions climatiques froides et très humides. Le vignoble de Loire-Atlantique accuse les plus gros dégâts. Les rendements y sont réduits de

moitié par rapport à une année normale. Le chiffre d'affaires des exploitations viticoles chute en moyenne de 30 % pour se placer au plus bas de ceux de la dernière décennie. Le modèle d'estimation basé sur des indicateurs rendant compte de l'évolution des paramètres économiques liés à

la seule campagne en cours introduit un biais. Les variations de stocks sont notamment minimisées. Le revenu triennal par Utans, offrant une vision lissée sur trois campagnes, est plus conforme à la réalité de la filière viticole. Celui-ci s'établit à - 4 200 €

Les prix de la viande bovine, en nette hausse, sont atténués par les charges et le retrait des aides sécheresse

Les cours de la viande bovine opèrent un redressement continu sur l'année. Sa rareté en Europe et la demande soutenue de jeunes bovins à l'export tirent les prix à la hausse : la cotation de la vache blonde R enregistre un bond de près de 60 centimes pour atteindre 4,20 €/kg en fin d'année. Les exploitations spécialisées en viande bovine possèdent en général une dimen-

sion économique modeste. La hausse de la valeur des produits (16 %) porte le chiffre d'affaires moyen au delà du seuil des 100 000 € (107 600 €). Cependant, il reste très loin derrière le chiffre d'affaires moyen des exploitations régionales qui atteint 250 000 €. En 2011, le poste subventions d'exploitation s'élève à 46 700 €. Il est grossi par les aides sécheresse. En

2012, l'abaissement du montant des aides de 8 500 € et l'augmentation des charges d'élevages annulent les effets de la hausse des prix à la production. Au final, le RCAI moyen par Utans s'améliore de 1 % pour s'élever à 23 400 €. Le revenu triennal s'établit à 20 700 €. Il est inférieur de 8 % au revenu moyen de la dernière décennie.

Le revenu des producteurs de porcs au plus haut

La production porcine française recule légèrement (- 2,6 %), comme dans l'ensemble de l'Europe. A l'approche de l'échéance de la mise aux normes des bâtiments d'élevage de truies, fixée au 1^{er} janvier 2013, certains éleveurs cessent leur activité. En raison de la baisse de production, le prix se redresse en deux temps. Une première hausse intervient dès le mois de février, puis le prix s'accroît à nouveau

à partir du mois de juin pour connaître une forte ascension jusqu'en septembre où il affiche un pic à 1,86 €/kg. Le chiffre d'affaires des exploitations porcines françaises s'améliore de 8,7 % par rapport à 2011. Les charges d'approvisionnement sont également en hausse sous l'effet du coût de l'aliment qui bondit au deuxième semestre. Cependant, l'accroissement des charges n'empêche pas l'EBE de s'améliorer pour

atteindre un niveau élevé (131 100 €). A titre de comparaison, il équivaut à celui de l'ensemble des exploitations « grandes cultures » françaises (131 800 €). Le RCAI par Utans des exploitations porcines* s'établit à 52 900 €, sous l'effet du poids des charges financières et des dotations aux amortissements élevées.

Le revenu des producteurs de volailles poursuit sa hausse

La valeur de la production des exploitations avicoles augmente de 9,5 %. Elle tient compte de la production d'œufs de consommation qui représente environ 10 % du chiffre d'affaires volailles régional. La production d'œufs reprend crescendo en 2012 suite à la dépression de

2011 occasionnée par la mise aux normes des bâtiments. Les prix des œufs sont en forte hausse sur cette période (40 %) où l'offre est très insuffisante. Les volumes de production de volailles de chair sont stables et les prix en légère progression. Parallèlement, les charges augmentent de

8,7 %. Le RCAI par Utans s'améliore de 33 % pour s'établir à 43 200 €. Le revenu triennal s'élève à 35 500 €, en progression de 18 % par rapport à 2011 et 29 % par rapport au revenu triennal moyen de la décennie.

Les revenus des départements de la Sarthe et de la Vendée, orientés vers les grandes cultures, affichent des revenus en forte hausse

La Sarthe dégage le RCAI moyen par Utans le plus élevé avec 37 700 €. La Vendée vient en second avec 35 200 €. La Mayenne, bien que très laitière et possédant peu de grandes cultures, voit son revenu progresser de 5 % en raison de la forte présence d'élevages de porcs. La Loire-Atlantique et le Maine-et-Loire ont un revenu moyen en diminution, subissant l'impact des faibles résultats des exploitations viticoles et d'élevage. La dispersion des revenus n'a cessé de croître depuis 2009, où les revenus départementaux s'affichaient très serrés. En 2012, l'écart entre les revenus extrêmes de la Sarthe et du Maine-et-Loire s'élève à 11 500 €, soit un tiers du revenu régional moyen.

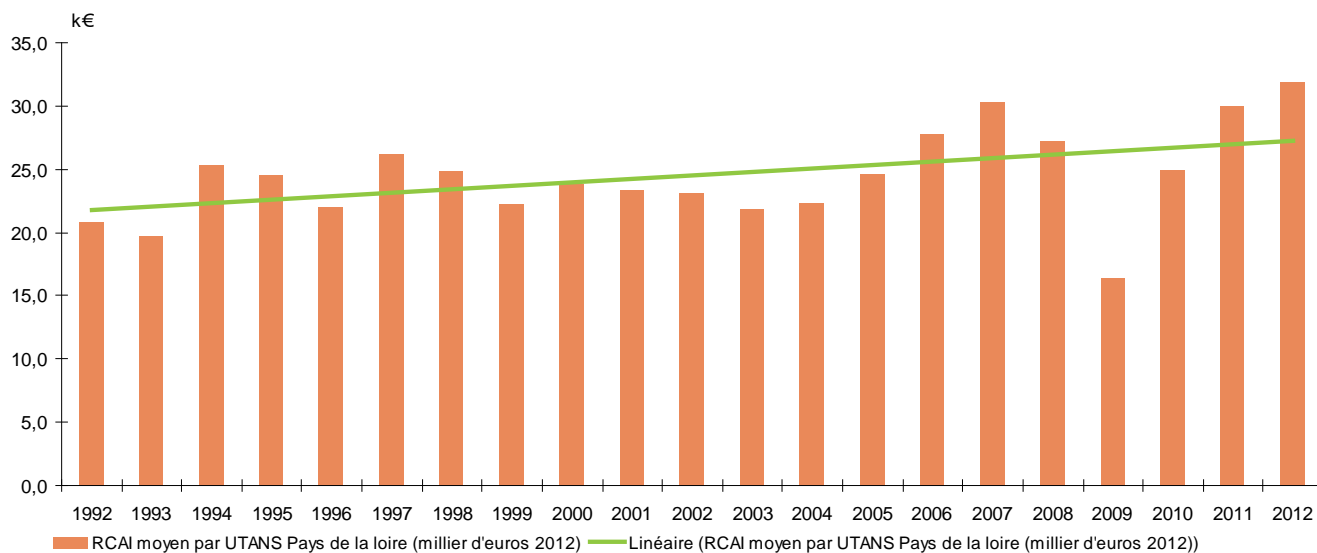
La disparité des revenus départementaux s'accroît en 2012

Résultat courant avant impôts par actif non salarié
(RCAI par UTANS) en euros ; valeurs 2012

	2008	2009	2010	2011	2012 prov	Evolution RCAI moyen par Utans 2012/2011
Pays de la Loire	27 200 €	16 400 €	25 000 €	30 000 €	31 900 €	6,4 %
Loire-Atlantique	27 500 €	16 400 €	23 200 €	28 400 €	26 800 €	-5,6 %
Maine-et-Loire	26 000 €	15 800 €	21 800 €	27 300 €	26 200 €	-4,0 %
Mayenne	26 900 €	15 900 €	26 100 €	31 700 €	33 200 €	4,8 %
Sarthe	26 700 €	16 200 €	26 700 €	31 900 €	37 700 €	18,0 %
Vendée	25 900 €	16 200 €	25 300 €	30 300 €	35 200 €	16,1 %

Source : Agreste - Indicateurs régionaux de revenu de l'agriculture

L'évolution moyenne annuelle du RCAI par utans depuis 20 ans est de 1,1 % en Pays de la Loire, en euros constants



Source : Agreste - Indicateurs régionaux de revenu de l'agriculture

Méthodologie

Les indicateurs de revenu agricole présentés ici visent à détailler les résultats annuels des exploitations agricoles selon les principales orientations de production. Ils sont établis par le Service de la statistique et de la prospective (SSP), en liaison avec les services régionaux de l'information statistique et économique (SRISE). Les calculs s'appuient totalement sur les résultats du **Réseau d'information comptable agricole (RICA)** qui constituent la référence pour les années passées. Les résultats provisoires du **RICA** sont issus d'une actualisation des résultats du **RICA** de l'année précédente grâce à l'application d'indices d'évolution conjoncturels.

Les indicateurs s'appuient sur les résultats du RICA, pondérés par les structures propres de production issues des recensements agricoles. Ce système permet de disposer de données totalement cohérentes et comparables en évolution et en niveau : **par type d'exploitation (OTEX)** au niveau national, par région, pour les **principales OTEX de la région** et par département. Lorsqu'une **OTEX** en région n'est pas suffisamment représentée (seuil de 20 exploitations suivies par le RICA), la série est arbitrée en faveur, soit d'une même **OTEX** représentative d'une autre région, soit de l'**OTEX** nationale.

Le **RICA** est une enquête communautaire qui recueille les informations comptables de 7 500 exploitations en France, dont environ 500 en Pays de la Loire. Les comptabilités sont harmonisées selon des règles précises, avant d'être enrichies par des données extra-comptables (surfaces, temps de travail,...).

La notion retenue de revenu de l'activité des entreprises agricoles est celle utilisée traditionnellement dans le **RICA** : le **résultat courant avant impôt (RCAI) par actif non salarié**.

L'**OTEX** est le classement des exploitations selon leur(s) production(s), fondé avant 2010 sur la **marge brute standard (MBS)** relative des différentes spécialités pratiquées. Ce classement repose désormais sur les **productions brutes standards (PBS)**. Ce changement a donné lieu à l'établissement de nouvelles séries longues qui ne sont pas comparables avec les précédentes.

L'**unité de travail annuel non salarié (UTANS)** est le travail agricole effectué au cours d'une année par le chef d'exploitation ou le coexploitant (associé) non salarié, travaillant à plein temps. **Une UTANS = 1600 heures.**



Direction régionale de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt des Pays de la Loire
Service régional de l'information
statistique et économique
5 rue Françoise Giroud - CS 67516 - 44275 NANTES cedex 2
Tél. : 02 72 74 72 40 - Fax : 02 72 74 72 79
Mél : rise.draaf.pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr
Site internet : www.draaf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directeur régional : Vincent Favrichon
Directrice de la publication : Patricia Bossard
Rédacteur en chef : Jean-Pierre Coutard
Rédaction : R. Berteaux
Composition : B. Guy
Impression : SRISE à NANTES
Dépôt légal : à parution
ISSN : 1956 - 7499
Prix : 2,50 €